

Paris, le 31/10/2016

## **Médecins avec le personnel des hôpitaux : Grève le mardi 8 novembre pour pouvoir soigner nos malades**

Les fédérations FO, CGT et SUD des secteurs de la santé appellent ensemble TOUS les personnels des hôpitaux, médecins et non médecins à la grève le mardi 8 novembre et ont déposé un préavis de grève en ce sens.

Extraits du communiqué interfédéral :

*« Les deux lois hospitalières promulguées depuis 6 ans, que ce soit la loi HPST (Hôpital, Patient, Santé, Territoire), la loi Santé (dite de modernisation du système de Santé), ne sont que le côté pile et le côté face d'un seul objectif : la déstructuration du système hospitalier français. En seulement 6 ans ces deux lois complémentaires ont atteint leur objectif et eu les conséquences néfastes suivantes :*

- *135 Groupements Hospitaliers de Territoire qui se substituent aux 850 Etablissements Publics de Santé.*
- *Des conditions de travail qui se dégradent avec, pour conséquence, une pénibilité accrue, des burn out en série, des suicides de professionnel-les qui se multiplient (ceux que l'on connaît et ceux qui restent sous silence). (...)*
- *Des budgets imposant des restructurations drastiques, en application du pacte de responsabilité infligeant 3,5 milliards d'euros d'économies aux Etablissements Publics de Santé.*
- *Des services entiers fermés, des lits supprimés partout, avec une accélération de ces mesures pendant l'été 2016. Raison première invoquée « il manque des postes de médecins et de personnels non médicaux ». Si elle est en partie vraie, elle n'en reste pas moins programmée par politique réfléchie et structurée de réduction de l'offre de soins, créant des déserts médicaux. »*

Devant cet effondrement, c'est l'ensemble des professions de la santé qui tous les jours se battent pour que les patients puissent être soignés, opérés, puissent recevoir les soins dont ils ont besoin. Ce sont la mise en œuvre des GHT, les suppressions de postes dans tous les secteurs, le maintien du numerus clausus, le maintien de l'austérité budgétaire qui nous empêche, à nous professionnels de santé, d'assurer nos missions de soins.

Dans les services, nous avons besoin de médecins, mais aussi d'infirmières, d'aides-soignants, de brancardiers, de secrétaires etc. ... pour que nos actes médicaux puissent être réalisés.

**Mais avec 22 000 postes supprimés, 16 000 lits d'hospitalisation, comment faire ?!**

**Le 8 novembre, c'est tout l'hôpital qui se mobilise pour que cela cesse, pour que nous puissions soigner nos patients !**

- ✚ Abrogation de la Loi HPST
- ✚ Abrogation de la Loi Santé
- ✚ Abandon de la « territorialisation » de l'offre de soins, des GHT et des restructurations
- ✚ Arrêt des fermetures de lits et des suppressions de postes
- ✚ Fin des enveloppes limitatives et abandon du plan ONDAM triennal de 3,5 milliards d'économies sur les hôpitaux
- ✚ Octroi des moyens budgétaires permettant aux établissements sanitaires et médico-sociaux d'assurer leur mission de service public, d'investir, d'embaucher et de titulariser